

Berlin : Die Linke et le milieu pro-Hamas



Photo D.R.

*« j'ai peur
de ces gens »*

Elif Eralp

candidate de Die Linke
à la mairie de Berlin

Or des structures de
son parti coopèrent avec
le réseau pro-Hamas
d'Ibrahim Ibrahim (VPNK).

**Un entrisme islamiste dans un parti
qui vise Berlin.**

D'après la une du *Spiegel* du 29 octobre 2026 · cerif.eu

Élaboré avec l'assistance de l'IA, sous la direction scientifique et la validation de

Dr. Florence Bergeaud-Blackler

Anthropologue, Chargée de recherche au CNRS (HDR)

Présidente-fondatrice du CERIF

Ses travaux portent depuis trente ans sur le frérisme et l'islam politique en Europe.

Auteure du *Frérisme et ses réseaux* (Odile Jacob, 2023).

ARTICLE ANALYSÉ

« Elif Eralp offenbart Angst vor Terrorsympathisanten »

C. Hickmann, M. Kormbaki, U. Kraetzer, A. Reimann, M. Röhlig et H. Schrader

Der Spiegel - article de une (Titelstory), 29 octobre 2026

Enquête fondée sur un document interne (la version autorisée d'un entretien, restée annotée) parvenu par erreur à la rédaction, et sur des sources ouvertes : réseaux sociaux, communiqués, classements du **Verfassungsschutz** de Berlin.

Les passages signalés « Notre lecture » sont des interprétations argumentées du CERIF. Le reste rapporte le contenu de l'article.

Berlin : un milieu pro-Hamas au contact de Die Linke, et la peur de sa candidate à la mairie

À Berlin, la candidate de Die Linke à la mairie avoue, dans un document interne, « avoir peur » d'un milieu pro-Hamas qu'elle n'ose pas nommer. Des structures de son parti, elles, coopèrent ouvertement avec lui. Analyse de la une du Spiegel du 29 octobre 2026.

Briefing CERIF : Note d'analyse

Objet : la une du *Spiegel* du 29 octobre 2026 consacrée à **Elif Eralp (Die Linke)**, candidate à la mairie de Berlin, et à la coopération de structures de son parti avec un milieu pro-Hamas que le **Verfassungsschutz** de Berlin classe comme extrémiste

Source analysée : Der Spiegel, « Elif Eralp offenbart Angst vor Terrorsympathisanten » (Titelstory), 29 octobre 2026

Élaboré avec l'assistance de l'IA, sous la direction scientifique et la validation de : Dr. Florence Bergeaud-Blackler (CNRS / CERIF), octobre 2026

DIFFUSION ET CITATION

Ces informations sont produites et diffusées gratuitement par le CERIF. Toute reprise, même partielle, doit citer le document et renvoyer à son adresse : <https://cerif.eu/documents/berlin-die-linke-eralp/berlin-die-linke-eralp.pdf>. © CERIF 2026 - Centre Européen de Recherche et d'Information sur le Frérisme. Tous droits réservés.

RÉFÉRENCE À CITER

Bergeaud-Blackler Florence (dir.), « Berlin : un milieu pro-Hamas au contact de Die Linke, et la peur de sa candidate à la mairie », CERIF, 2026.
<https://cerif.eu/documents/berlin-die-linke-eralp/berlin-die-linke-eralp.pdf>

Le 29 octobre 2026, l'hebdomadaire allemand **Der Spiegel** consacre sa une à **Elif Eralp**, candidate de la gauche radicale à la mairie de Berlin. Point de départ : un document interne, envoyé par erreur à la rédaction, dans lequel la candidate avoue « avoir peur » d'un milieu pro-Hamas. Mais l'essentiel est ailleurs. L'article documente comment des structures du propre parti d'Eralp coopèrent, parfois au grand jour, avec ce même milieu. Cette note décrit ce que révèle l'enquête, en explique les acteurs pour un lecteur français, et expose ce qui est en jeu.

Points-clés

BERLIN

DIE LINKE

MILIEU PRO-HAMAS

ENTRISME ISLAMISTE

- Candidate de **Die Linke** (gauche radicale) à la mairie de Berlin, **Elif Eralp** écrit, dans un document interne parvenu par erreur au **Spiegel**, qu'elle et son mari « ont peur de ces gens » et refusent de citer leurs noms.
- Ces « gens » sont le milieu réuni autour d'**Ibrahim Ibrahim** et de son **VPNK**, un réseau que le **Verfassungsschutz** de Berlin classe comme extrémiste et décrit comme la structure-cadre des partisans du **Hamas** (islamiste) et du **FPLP**.
- Le cœur de l'enquête : des structures officielles de **Die Linke** à Berlin coopèrent ouvertement avec ce milieu - logos côte à côte dans une même coalition, relais de mots d'ordre, déclarations de « pleine solidarité » avec **Ibrahim**.
- Asymétrie centrale : coopération assumée à la base du parti, peur tue au sommet. Celle qui vise la mairie - et donc la tutelle de la police - n'ose pas, de son propre aveu, nommer les protagonistes.
- **Notre lecture** : un cas documenté d'entrisme islamiste par structures d'alliance à l'intérieur d'un parti appelé à gouverner une capitale européenne - le mécanisme même que visait la résolution du **Parlement européen** du 8 octobre 2026.

Pour comprendre : partis, institutions et acteurs

L'affaire met en jeu des partis, des institutions et des noms allemands peu familiers au lecteur français. Voici de quoi lire la suite.

LES REPÈRES

Die Linke (« La Gauche »)

Principal parti de la gauche radicale allemande, à la gauche du parti social-démocrate (SPD). À Berlin - qui est à la fois une ville et un *Land* (État régional) -, il est en position de force après les élections régionales de septembre 2026 et négocie une coalition pour diriger la ville.

Regierende Bürgermeisterin / Rotes Rathaus

La « maire-gouverneure » dirige le gouvernement du *Land* de Berlin, depuis l'hôtel de ville dit *Rotes Rathaus* (la « Mairie rouge »). Elle fixe les orientations politiques et nomme le sénateur à l'Intérieur, responsable de la **police**. C'est le poste que vise **Elif Eralp**.

Abgeordnetenhaus

Le parlement régional de Berlin, élu en septembre 2026.

Verfassungsschutz

L'« Office de protection de la Constitution » : le renseignement intérieur allemand, qui surveille et classe les organisations jugées hostiles à l'ordre constitutionnel. Berlin dispose de son propre office régional.

Neukölln, Wedding

Deux arrondissements de Berlin ; **Neukölln**, à forte population issue de l'immigration arabe et turque, est un épicerie des mobilisations palestiniennes.

Hamas · FPLP

Le **Hamas** est le mouvement **islamiste** palestinien, inscrit sur la liste terroriste de l'Union européenne, auteur de l'attaque du 7 octobre 2023. Le **FPLP** (Front populaire de libération de la Palestine) est une organisation nationaliste *laïque* d'extrême gauche, fondée en 1967, elle aussi classée terroriste par l'UE et les États-Unis.

VPNK

Le **Comité national palestinien unifié** (*Vereinigtes Palästinensisches Nationalkomitee*), réseau animé par **Ibrahim Ibrahim**. Selon le **Verfassungsschutz** de Berlin, il fédère les partisans du **Hamas** et du **FPLP** ; sa cause fédératrice - soutien au Hamas et glorification de son attaque - relève de l'islamisme.

BAG / LAG Palästinasolidarität

L'aile propalestinienne organisée de **Die Linke** : un groupe de travail fédéral (*Bundesarbeitsgemeinschaft*, **BAG**) et sa déclinaison berlinoise (*Landesarbeitsgemeinschaft*, **LAG**).

Internationalistisches Bündnis Berlin

« Alliance internationaliste de Berlin », coalition d'organisations de gauche, d'extrême gauche et propalestiniennes, fondée à l'été 2025. C'est la structure où se rejoignent, côte à côte, le **VPNK** et des organes de **Die Linke**.

I. Le déclencheur : un document envoyé par erreur

Tout part d'une maladresse. Le mercredi matin, la rédaction du **Spiegel** reçoit un courriel qu'**Elif Eralp** n'avait, selon toute vraisemblance, pas l'intention d'envoyer. Deux jours plus tôt, deux journalistes l'avaient interviewée ; selon l'usage, une version écrite de l'entretien avait été transmise à son équipe pour relecture et autorisation. Le fichier Word renvoyé au journal contient encore les **commentaires internes** d'Eralp, de son porte-parole et d'au moins une autre personne - **Kerstin Wolter**, coprésidente de **Die Linke** à Berlin.

Dans ces annotations, qu'elle n'aurait jamais voulu rendre publiques, Eralp écrit que son mari et elle « ont peur de ces gens » et ne veulent pas citer de noms. « Je ne peux pas mettre ma famille et moi-même en danger pour le *Spiegel* », écrit-elle encore. Un passage a été *supprimé* de la version autorisée : une question du journal et la réponse d'Eralp. La question : confirmait-elle viser **Ibrahim Ibrahim**, cet homme qui a qualifié le planificateur de l'attaque du **Hamas** du 7 octobre 2023 de « héros martyr » et qui était présent à la soirée électorale de **Die Linke** à **Neukölln** ? La réponse d'Eralp, que le journal s'interdit de citer faute d'autorisation mais ne peut paraphraser autrement : oui.

Les annotations disent la panique. Eralp écrit, entre crochets, « il y a un PROBLÈME » ; elle invoque un conseil que lui aurait donné la police judiciaire régionale (le **LKA**) à propos de la criminalité organisée : ne jamais citer de noms. « À l'époque, il s'agissait de criminalité organisée. Aujourd'hui, de gens ayant des contacts avec le **Hamas**. » Et cette phrase, que le **Spiegel** tient pour la plus révélatrice : nommer **Ibrahim** individuellement le rendrait « présent », alors que jusqu'ici elle ne l'avait condamné que « de manière générale ». Le journal file la comparaison : comme dans l'univers de Harry Potter, où l'on n'ose pas prononcer le nom du mage noir. « Sauf qu'ici, ce n'est pas le monde de Harry Potter, c'est la République fédérale d'Allemagne. »

II. Qui est Ibrahim Ibrahim, et qu'est-ce que le VPNK ?

Le **Spiegel** présente **Ibrahim Ibrahim**, 70 ans, comme l'un des principaux propagandistes de la mouvance propalestinienne radicale de Berlin. Il exerce son influence comme figure dirigeante du **VPNK**, le Comité national palestinien unifié. Le **Verfassungsschutz** de Berlin a classé ce réseau comme extrémiste et le décrit comme la structure-cadre (*Dachorganisation*) des partisans du **FPLP** et du **Hamas**.

Les deux organisations ne sont pas de même nature, et c'est un point que le CERIF tient à préciser. Le **FPLP** est une organisation nationaliste *laïque*, fondée en 1967 ; elle a laissé en Allemagne le souvenir du détournement de l'avion « Landshut » en 1977, et figure sur les listes terroristes de l'UE et des États-Unis. Le **Hamas**, lui, est un mouvement **islamiste**, dont le rôle est connu depuis son attaque du 7 octobre 2023. Ce qui fédère le milieu décrit par le **Spiegel**, et ce qui retient l'attention du CERIF, c'est son pôle islamiste : selon les services, **Ibrahim** est issu du **FPLP**, mais il sympathise aussi avec le **Hamas** - il a célébré **Yahya Sinwar**, chef du **Hamas** et planificateur de l'attaque, tué depuis, comme « héros martyr ».

Les services traitent régulièrement le cas d'**Ibrahim** pour ses activités de propagande ; rien n'indique, précise le journal, qu'il ait participé à des actions violentes ou à la planification d'attentats. **Ibrahim** rejette tout « soupçon généralisé » : il dit récuser l'accusation de soutenir le terrorisme, condamner l'antisémitisme, le racisme et toute discrimination, et avoir condamné « le meurtre et le déplacement de civils palestiniens » - sans mentionner, note le **Spiegel**, l'attaque du **Hamas** contre Israël.

III. La coopération ouverte : comment le milieu s'articule à Die Linke

C'est la seconde partie de l'enquête, et la plus importante pour le CERIF. La peur d'**Eralp**, souligne le **Spiegel**, n'a rien de représentatif de **Die Linke** berlinoise : « Des parties du parti d'Eralp recherchent la proximité d'Ibrahim et de son VPNK ; ils coopèrent parfois ouvertement. Des réticences ? Aucune. »

Les signes s'accumulent. Le soir du 20 septembre, à la fête de la victoire électorale de **Die Linke** à **Neukölln**, **Ibrahim** apparaît ; il se fait photographier avec le député fédéral **Ferat Koçak** (qui parlera après coup d'une rencontre fortuite, bien que les deux hommes aient déjà pris la parole ensemble lors d'une manifestation en juin 2025), puis avec **Vanessa Emde**, élue du quartier qui conteste le droit d'Israël à exister. Dans la campagne, **Ibrahim** avait aussi apporté son soutien à un autre candidat de **Die Linke** à **Neukölln**, **Ahmed Abed**, qu'il a loué en arabe sur les réseaux sociaux.

Surtout, la coopération est structurelle. Un rôle central revient à l'aile propalestinienne du parti - la **BAG Palästinasolidarität** et sa déclinaison berlinoise, la **LAG Palästinasolidarität**. Et c'est au sein de l'**Internationalistisches Bündnis Berlin**, cette coalition fondée à l'été 2025, que tout se noue : son site arbore côte à côte les logos de ses membres - celui du **VPNK** d'**Ibrahim**, et ceux de la **LAG Palästinasolidarität** de **Die Linke**, de sa section de **Neukölln** et d'une organisation de base du parti à **Wedding**.

Les relais suivent. La **LAG Palästinasolidarität** a repartagé une déclaration d'**Ibrahim** diffusée par le **VPNK** en la commentant d'un « Pleine solidarité » ; en septembre, elle a relayé un appel à manifester organisé par le **VPNK**. Après la fête électorale, elle a publié une vidéo où une porte-parole déclare « pleine solidarité » à « notre camarade Ibrahim Ibrahim ». De son côté, **Ibrahim** s'est félicité sur les réseaux d'avoir, « dès l'an dernier, pris la décision claire de soutenir Die Linke ».

La direction régionale de **Die Linke** connaît cette coopération. Interrogée début octobre par le **Spiegel**, y compris sur le **VPNK**, elle répond - au nom du gérant régional **Bjoern Tielebein** - que ses sous-structures et organisations d'arrondissement décident seules de leurs alliances, dans le respect des principes du parti, et que des organisations « comme le **FPLP** ne sont pas pour nous des partenaires d'alliance ». Le journal relève le détail décisif : **cette réponse ne mentionne pas une seule fois le VPNK**.

IV. Un courant minoritaire, mais influent

Combien pèse cette aile ? La **BAG Palästinasolidarität** se dit forte de plus de 1 400 membres, dont environ 1 200 encartés ; **Die Linke** conteste et parle de 296 membres. Le groupe perçoit cette année 2 210 euros de la caisse du parti. Numériquement faible, donc - mais, écrit le **Spiegel**, « petit et influent ».

Deux épisodes le montrent. En octobre 2024, deux anciens sénateurs berlinois de **Die Linke**, **Klaus Lederer** et **Elke Breitbach**, déposent au congrès régional une motion intitulée « Contre tout antisémitisme » ; l'aile propalestinienne la vide de sa substance au point que ses auteurs la retirent. Onze jours plus tard, **Lederer** et **Breitbach** quittent le parti. Et le politologue **Hendrik Hansen**, professeur spécialiste de l'extrémisme politique, résume ainsi la **LAG Palästinasolidarität** : « tout ce qui pose problème à gauche s'y concentre : antisémitisme, haine de la police, une variante extrémiste du postcolonialisme ». Pour lui, cette structure relève du **Verfassungsschutz**, et « Die Linke est un parti en partie dangereux [...] qui travaille avec des extrémistes ».

V. L'enjeu : gouverner Berlin

Pourquoi cette affaire dépasse-t-elle un embarras de campagne ? Parce que la fonction visée est précise. Comme *Regierende Bürgermeisterin*, **Eralp** dirigerait le gouvernement régional, fixerait les orientations de la politique et nommerait le sénateur à l'Intérieur, responsable de la **police**. Elle déterminerait donc, au moins indirectement, le cap sécuritaire de la ville - tout en représentant un parti par endroits critique de la police elle-même. Le **Spiegel** pose la question frontalement : une femme qui a trop peur pour confirmer, dans un entretien, le nom d'un sympathisant du terrorisme peut-elle répondre de la sécurité de tous les Berlinoises ?

Le journal referme son enquête sur une scène. Après l'élection, **Eralp** poste une photo d'elle sur Instagram, regard ferme, bras croisés ; le chancelier **Friedrich Merz** venait d'affirmer vouloir bloquer par une loi fédérale les projets de nationalisation de **Die Linke**, et elle lui répond : « Berlin ne se laisse pas intimider. » Le **Spiegel** conclut, sobrement : « Si seulement c'était vrai. »

NOTRE LECTURE

Le cas berlinois illustre, presque à l'état chimiquement pur, ce que le CERIF appelle l'*entrisme islamiste par structures d'alliance*. Le milieu pro-Hamas ne demande pas sa carte au parti : il avance par la coalition, le relais de mots d'ordre, la photographie partagée, la déclaration de solidarité. Des organes officiels de **Die Linke** lui servent alors de caisse de résonance et de légitimation - et la direction, interrogée, préfère ne pas même nommer le **VPNK**.

C'est exactement le mécanisme que visait la résolution du **Parlement européen** du 8 octobre 2026 : non pas l'adhésion formelle à une organisation, mais l'action par relais et alliances à l'intérieur d'institutions légitimes (voir notre note d'analyse sur la résolution du 8 octobre 2026). S'y ajoute une dimension que le CERIF documente de longue date : la convergence entre l'islamisme et une partie de la gauche radicale, le premier avançant sous le couvert des causes de la seconde.

Reste l'asymétrie, qui est l'information de la semaine : on peut coopérer à la base sans réticence et, au sommet, trembler de nommer. Lorsque ce sommet aspire à gouverner une capitale et à en commander la police, la question n'est plus seulement morale - elle est de sécurité publique.

Source

Christoph Hickmann, Marina Kormbaki, Ulrich Kraetzer, Anna Reimann, Marc Röhligh et Hannes Schrader, « Elif Eralp offenbart Angst vor Terrorsympathisanten », *Der Spiegel*, article de une (Titelstory), 29 octobre 2026.

Dr Florence Bergeaud-Blackler

Anthropologue, Chargée de recherche au CNRS (HDR)

Présidente-fondatrice du CERIF - Centre Européen de Recherche et d'Information sur le Fré-
risme

cerif.eu